GÃ©opolitiques de lâ€™eau dans le bassin du Jourdain

L'eau est la ressource de base dont l'homme ne peut se passer. Elle est aussi la question Ã rÃ©soudre dans le bassin du Jourdain. Norbert LIPSZYC, auteur de "Crise mondiale de l'eau. L'hydro-diplomatie", prÃ©sente son analyse de la situation. H2o mars 2016.

GÃ©opolitiques de l'eau dans le bassin du Jourdain

L'eau est LA ressource de base dont l'homme ne peut se passer. Lorsqu'elle se trouve Ã cheval sur des frontiÃ¨res politiques, la coopÃ©ration entre les entitÃ©s voisines est indispensable. Sinon, elle devient source de conflit.

Norbert LIPSZYC

image Le dessous des cartes ARTE

h2o - mars 2016

Â

La Question de l'eau entre IsraÃ«l et les Palestiniens

La Terre d'IsraÃ«l manque d'eau depuis la plus haute AntiquitÃ©, la Bible en tÃ©moigne. La France est un pays oÃ¹ il pleut beaucoup plus, 120 jours par an en moyenne. Pourtant, ici nous consommons 165 litres/jour/personne qui coÃ»tent de plus en plus cher et certaines rÃ©gions ont Ã faire face Ã des pÃ©nuries ! Par contraste, IsraÃ«l oÃ¹ la sÃ©cheresse rÃ¨gne, n manque pas d'eau, ni potable, ni pour les usages Ã©conomiques. On en utilise beaucoup moins qu'en France, car on la rentabilise mieux. Ce qu'ils font lÃ -bas est-il transposable ici et ailleurs sur la planÃ¨te ? 5 000 enfants meurent chaque jour faute d'avoir accÃ¨s Ã l'eau potable. 1,6 milliard de Terriens en sont privÃ©s ! Selon l'UNESCO, "le manque d'eau potable n'est pas dÃ» Ã des problÃ¨mes physiques mais Ã un manque de finances ou d'organisation. L'Ã‰thiopie qui dispose d'une branche du Nil a des problÃ¨mes. Las Vegas dÃ©pense une orgie d'eau dans un dÃ©sert ; l'eau y vient du Colorado" (UNESCO, L'eau, source de vie, bien commun de l'humanitÃ©, Ritournelles ou rÃ©alitÃ©, journÃ©e des ONG, 27 juin 2011)... Alors ?

Sans eau, une terre est dÃ©serte, sans agriculture, sans villes, sans dÃ©veloppement. Ã€ l'inverse, une population importante sur un territoire tÃ©moigne de ressources en eau. Le besoin croissant d'eau peut Ãªtre partiellement rempli par des Ã©conomies. La zone comprise entre le Jourdain et la MÃ©diterranÃ©e est pauvre en eau ; cela n'empÃªche pas la croissance

rapide de la population et de son niveau de vie, grÃ¢ce Ã la technologie. Le climat est caractÃ©risÃ© par une haute frÃ©quence d'annÃ©es sÃ¨ches, de courtes saisons des pluies et une importante Ã©vaporation des eaux de surface. Environ 70 % de l'eau de pluie s'Ã©vaporent, 25 % s'infiltrent dans les nappes phrÃ©atiques et 5 % seulement s'Ã©coulent dans les lacs et riviÃ¨res. Les principales sources d'eau fraÃ®che d'IsraÃ«l et des Territoires palestiniens sont le lac de TibÃ©riade (couvrant 20 % des besoins israÃ©liens), l'AquifÃ¨re cÃ´tier (20 %) et enfin l'AquifÃ¨re de montagne (couvrant encore 20 % des besoins avec une eau de haute qualitÃ©). Cet AquifÃ¨re de montagne est la principale source d'eau fraÃ®che en Cisjordanie. L'AutoritÃ© palestinienne y purifie peu son eau et n'utilise presque pas d'eau recyclÃ©e pour l'irrigation.

La technologie a cependant modifiÃ© considÃ©rablement la gÃ©ostratÃ©gie de l'eau. Jusqu'en 1990, les sources naturelles conditionnaient le dÃ©veloppement dÃ©mographique et Ã©conomique. Depuis, IsraÃ«l est devenuÂ leader mondial du recyclage et le pays pratique le dessalement Ã grande Ã©chelle.Â Ainsi, grÃ¢ce au dessalement et au recyclage des eaux usÃ©es pour l'agriculture, IsraÃ«l peutÂ transfÃ©rer plus d'eau vers les Palestiniens Ã partir des ressources partagÃ©es. Cette rÃ©alitÃ© aurait dÃ» (et devrait) faciliter l'Ã©volution vers une paix entre voisins.

L'eau ne doit plus Ãªtre considÃ©rÃ©e commeÂ un facteur aggravant des tensions dans le conflit israÃ©lo-palestinien puisque les moyens technologiques permettent dorÃ©navant de rÃ©soudre la pÃ©nurie : les IsraÃ©liens ont officialisÃ© leur objectif au terme du processus de paix, Ã savoir la paritÃ© en consommation d'eau par habitant pour toutes les parties concernÃ©es. Dans l'attente, ils sont respectueux du droit, formalisÃ© Ã travers les amorces de droit international et les accords et traitÃ©s signÃ©s. Il s'agit en particulier des accords de Taba de 1995 qui dÃ©finissent la mise en application de la dÃ©claration de principe d'Oslo (Oslo II).Â Quelles sont les ressources naturelles en eau, comment sont-elles exploitÃ©es, que veut dire Ã©quitable ? Toutes ces questions ont Ã©tÃ© abordÃ©es dans les nÃ©gociations de Taba, et il y a Ã©tÃ© rÃ©pondu, en prÃ©v mÃªme les formules d'ajustement en fonction des Ã©volutions dÃ©mographiques futures, comme le rappelle Daniel Reisner, avocat et conseiller juridique des dÃ©lÃ©gations qui ont nÃ©gociÃ© les accords de Taba sur l'eau, dans une dÃ©claration Ã l'auteur en 2004 (voir l'encart sur les accords de Taba). Toutefois, rÃ©alitÃ© et nÃ©cessitÃ© font loi et une collaboration active s'est mise en place, mÃªme si elle est niÃ©e officiellement par l'AutoritÃ© palestinienne (AP).

Le Plan Lowdermilk

Pour comprendre la situation et la rÃ©partition actuelle des eaux de surface et profondes, il faut remonter aux annÃ©es 1930.

Suite aux violents pogroms lancÃ©s par la population arabe depuis 1929 et Ã plusieurs reprises durant les annÃ©es 1930, en particulier le "nettoyage ethnique" de HÃ©bron oÃ¹ vivait une importante communautÃ© juive de maniÃ¨re continue depuis l'antiquitÃ©, la SociÃ©tÃ© des Nations (SDN), qui avait donnÃ© mandat Ã la Grande-Bretagne pour Ã©tablir sur la terre d'IsraÃ un foyer national juif, envoya une mission d'Ã©tude en vue de rÃ©soudre les problÃ¨mes.

Une des questions Ã©tait la suivante : quelle population les ressources naturelles permettraient-elles de faire vivre et comment les rÃ©partir entre Juifs, Arabes palestiniens et transjordaniens (la Transjordanie avait Ã©tÃ© sÃ©parÃ©e par la puissance mandataire de la Terre d'IsraÃ«l, en violation du mandat de la SDN, mais sans que celle-ci ne proteste). La SDN fit appel Ã un expert amÃ©ricain, M. Walter C. Lowdermilk. En 1936 il constata que la quantitÃ© des eaux disponibles dans le bassin du Jourdain n'Ã©tait pas un facteur limitatif pour l'immigration juive (alors chassÃ©s d'Allemagne par les nazis). Il dÃ©finit aussi la rÃ©partition de maniÃ¨re Ã allouer environ un tiers des eaux disponibles aux Juifs, un tiers aux Arabes palestiniens et un tiers aux Transjordaniens - ce dernier tiers devant en l'occurrence provenir du Yarmouk, le principal affluent du Jourdain.Â

Ce plan fut acceptÃ© par l'Agence Juive, l'institution reprÃ©sentative des juifs Ã l'Ã©poque. Il fut rejetÃ© par les Arabes et

acceptÃ© par le roi Abdallah de Transjordanie. Il ne fut jamais appliquÃ© par les Anglais.

En 1947, aprÃ¨s le vote de la toute jeune Organisation des Nations unies (ONU) en faveur du partage en deux Ã‰tats, l'un juif, l'autre arabe (partage acceptÃ© par les Juifs, mais refusÃ© par le monde arabe), l'Agence juive demanda Ã M. Lowdermilk de revenir pour Ã©tablir les bases d'un accord tripartite. Ce qu'il fit et son plan, plus dÃ©taillÃ©, reprit en gros ses propositions de 1936. AprÃ¨s sa crÃ©ation en 1948 et son succÃ¨s face aux attaques arabes, l'Ã‰tat d'IsraÃ«l proposa lors des nÃ©gociations d'armistice dirigÃ©es par l'ONU d'y inclure le plan Lowdermilk. Les Arabes refusÃ¨rent le plan et Ã©galementÂ de nÃ©gocier avec le nouvel Ã‰tat tout arrangement sur l'eau. Contraint par l'afflux massif de rÃ©fugiÃ©s en provenance Ã la fois d'Europe et des pays arabes (900 000 Juifs vivant en terres arabes furent chassÃ©s de chez eux), IsraÃ«l dÃ©cida d'appliquer unilatÃ©ralement la partie le concernant du plan Lowdermilk. Cette situation prÃ©valut jusqu'en 1967 quand, suite Ã la Guerre des Six jours, les IsraÃ©liens prirent le contrÃ´le de tout le territoire compris entre la mer MÃ©diterranÃ©e et le Jourdain.

ProblÃ©matiques d'aujourd'hui

Les dÃ©fis de l'eau imposent aujourd'hui :

- l'exploitation optimale des ressources naturelles (pluviositÃ©, ressources de surface, nappes phrÃ©atiques)Â et la protection et la rÃ©habilitation des ressources naturelles, pour tous les ayant-droits : le monde agricole, les mÃ©nages, l'industrie mais aussi les Ã©cosystÃ¨mes naturels qui sont tout aussi importants pour le cycle de l'eau ;

- les Ã©conomies en particulier en agriculture, premiÃ¨re consommatrice d'eau, mais aussi par un changement des comportements humains et la gestion intelligente des rÃ©seaux afin d'Ã©viter au maximum les pertes en ligne ;

- l'utilisation de sources "non conventionnelles", avec par exemple le recyclage des eaux usÃ©es, le dessalement des eaux saumÃ¢tres et de l'eau de mer, ou encore l'irrigation avec des eaux saumÃ¢tres pour des plantes rÃ©sistantes au sel.

Cette politique - ou gÃ©opolitique de l'eau - a pour objectif d'assurer en premier lieuÂ la sÃ©curitÃ© alimentaire et sanitaire des populations car il n'est point d'agriculture ni d'Ã©levage sans eau.

Les exemples de collaboration entre IsraÃ©liens et Palestiniens abondent

Localement nous pouvons citer la prise en charge en IsraÃ«l des eaux usÃ©es de la ville palestinienne de DjÃ©nine (Cisjordanie) ; ces eaux Ã©taient auparavant rejetÃ©es dans le Kishon, qui est dorÃ©navant en cours de rÃ©habilitation : un parc Ã©cologique a Ã©tÃ© crÃ©Ã© conjointement par les autoritÃ©s locales israÃ©liennes et palestiniennes en charge des terr riverains ; ou encore la rÃ©habilitation du CÃ©dron, la riviÃ¨re traversant JÃ©rusalem et bordÃ©e par plusieurs villages palestiniens : la municipalitÃ© de JÃ©rusalem et la Compagnie nationale palestinienne des eaux mÃ¨nent ces travaux conjointement.

En matiÃ¨re d'enseignement et de formation, la collaboration est aussi Ã©troite : le collÃ¨ge universitaire israÃ©lien spÃ©cialisÃ© dans la formation sur les technologies de l'eau, le collÃ¨ge de l'Arava, forme chaque annÃ©e, en mÃªme temps que quelques dizaines d'ingÃ©nieurs israÃ©liens, environ 60 ingÃ©nieurs palestiniens et autant de Jordaniens ; des fermiers de Gaza comme de Cisjordanie sont formÃ©s Ã l'institut agronomique israÃ©lien Volcani aux technologies agricoles leur permettant d'Ãªtre tout aussi efficaces que leurs homologues israÃ©liens.

Aujourd'hui, IsraÃ«l a acquis, par sa recherche et son savoir-faire, une autonomie en eau qu'elle est prÃªte Ã partager avec ses voisins palestiniens, mais paradoxalement, ces derniers - ou en tout cas leurs dirigeants - prÃ©fÃ¨rent conserver une attitude victimaire dont l'enjeu est le support international, en particulier financier. Libre de toute prÃ©sence israÃ©lienne, Gaza peut recevoir librement le matÃ©riel nÃ©cessaire Ã ses projets civils et pourrait construire une usine de dessalement de l'eau de mer pour subvenir aux besoins criants de sa population. L'UNICEF a proposÃ© de financer en totalitÃ© deux usines. Les autoritÃ©s de Gaza (le Hamas) ont jusqu'Ã prÃ©sent refusÃ© ces projets.

L'allocation annuelle en eau faite par les IsraÃ©liens aux Palestiniens Ã partir des nappes phrÃ©atiques partagÃ©es est systÃ©matiquement supÃ©rieure aux montants prÃ©vus par les accords de Taba (signÃ©s par les deux parties). Cependant lorsque les IsraÃ©liens ont quittÃ© la bande de Gaza, en 2005, l'infrastructure hydrique existante Ã©tait en bon Ã©tat de marche, mais elle a depuis Ã©tÃ© presqu'entiÃ¨rement dÃ©truite afin de rÃ©cupÃ©rer les tuyaux. CÃ´tÃ© palestinien, les violat des accords de Taba sont nombreuses, en particulier en ce qui concerne la pollution des nappes phrÃ©atiques et les forages clandestins qui prÃ©lÃ¨vent au-delÃ des ressources allouÃ©es. Les observateurs extÃ©rieurs estiment Ã environ 400 nombre de ces puits clandestins en fonctionnement dans les territoires contrÃ´lÃ©s par l'AP. De mÃªme, les accords prÃ©voyaientÂ la crÃ©ation de stations de traitement des eaux usÃ©es ; malgrÃ© le financement deÂ pays donateurs, surÂ 1 usines, une seule fonctionne aujourd'hui, l'AP n'ayant allouÃ© Ã ces stations aucun budget de fonctionnement.

Â

Les Accords de Taba

La rÃ©partition de l'eau entre IsraÃ©liens et Palestiniens relÃ¨ve d'un accord sur l'eau signÃ© dans le cadre d'un traitÃ© intermÃ©diaire en 1995. Il s'agit d'un accord international signÃ© - en plus d'IsraÃ«l et de l'Organisation de libÃ©ration de la Palestine (OLP) - Ã©galement par les Ã‰tats-Unis, la Russie, la Jordanie, l'Ã‰gypte et l'Union europÃ©enne.

De maniÃ¨re gÃ©nÃ©rale, IsraÃ«l honore pleinement ses engagements conformÃ©ment Ã cet accord et vend de l'eau directement Ã la Compagnie nationale palestinienne des eaux en plus grande quantitÃ© etÂ Ã moindre prix que ce qui est mentionnÃ© dans cet accord. L'accord prÃ©voyait en outre un calcul des quantitÃ©s futures d'eau correspondant au besoin des Palestiniens au-delÃ de cette pÃ©riode intermÃ©diaire (1995-1999) soit environ 250 millions de mÃ¨tres cubes par an alors que les Palestiniens n'utilisaient alors que 190 millions.

La situation sÃ©curitaire sur le terrain menace toutefois la gestion de la rÃ©partition de l'eau qui

devient plus compliquÃ©e et risque de poser des problÃ¨mes, des dÃ©saccords
ou des dÃ©lais dans la rÃ©alisation des projets en cours. La collaboration est effective entre IsraÃ«l et les Jordaniens au niveau gÃ©nÃ©ral comme au niveau local et les Palestiniens sous l'administration de l'AP en bÃ©nÃ©ficient, mais pas ceux de Gaza, depuis que le Hamas y exerce le pouvoir.

Â

L'agriculture dans tout le bassin du Jourdain est fortement dÃ©pendante de l'eau disponible. Les accords signÃ©s entre les trois entitÃ©s, IsraÃ«l, la Jordanie et l'AutoritÃ© palestinienne prÃ©voient des collaborations actives et de plus en plus approfondies afin de permettre dÃ©veloppement d'une agriculture moderne et Ã©conome en ressources. Cela passe autant par la sociÃ©tÃ© civile que par le fonctionnement des compagnies nationales des eaux des trois entitÃ©s.Â En mars 2016, un nouvel accord a Ã©tÃ© signÃ© entre IsraÃ«l et la Jordanie pour Ã©tablir sur chaque rive du Jourdain une ferme Ã©cologique modÃ¨le et les IsraÃ©liens ont allouÃ© les budgets nÃ©cessaires Ã ce projet. L'ensemble du bassin du Jourdain, depuis la frontiÃ¨re nord d'IsraÃ«l jusqu'Ã la mer Morte est sous surveillance Ã©cologique permanente afin d'amÃ©liorer la qualitÃ© de ses eaux et de limiter les atteintes environnementales. Mais IsraÃ«l n'est pas le seul acteur en la matiÃ¨re.

Au-delÃ du conflit, des accords techniques subsistent : c'est par exemple le plan de sauvegarde du Jourdain mis en place entre IsraÃ«l, la Jordanie et l'AutoritÃ© palestinienne, signÃ© Ã Washington le 9 dÃ©cembre 2013 ; ce plan commence Ã porte ses fruits. Ã€ ce titre IsraÃ«l par exemple a abandonnÃ© une partie de ses ressources pour permettre au Jourdain de revivre et ralentir ainsi la dÃ©gradation de la mer Morte. Dans le prolongement de ce plan, un second accord a Ã©tÃ© signÃ© le 26 fÃ©vrier 2015 entre IsraÃ«l et la Jordanie. Selon les termes de l'accord, un pipeline reliera la mer Rouge Ã la mer Morte et une usine de dessalement sera construite dans la ville portuaire d'Aqaba. L'accord prÃ©voit le pompage annuel de 200 millions de mÃ¨tres cubes d'eau de la mer Rouge : 80 millions seront dessalÃ©s Ã l'usine Aqaba et 30 Ã 50 millions utilisÃ©s par IsraÃ«l pour la ville d'Eilat et la rÃ©gion Arava - deux zones dÃ©sertiques souffrant d'une pÃ©nurie d'eau chronique. Les Jordaniens obtiendront de leur cÃ´tÃ© 30 millions de mÃ¨tres cubes pour leurs besoins dans la partie sud aride du pays et 50 millions pour les rÃ©gions centrales et septentrionales du royaume hachÃ©mite, fournis par IsraÃ«l, en provenance du lac de TibÃ©riade. Enfin IsraÃ«l fournira, aux termes de cet accord, un volume additionnel de 30 Ã 50 millions de mÃ¨tres cube d'eau fraÃ®che par an aux Palestiniens de Cisjordanie. Les saumures produites par le dessalement, complÃ©tÃ©es par de l'eau prÃ©levÃ©e dans la mer Rouge afin d'atteindre le niveau de salinitÃ© de la mer Morte, seront envoyÃ©es par le pipeline dans la mer Morte pour y compenser partiellement les pertes d'eau par Ã©vaporation. Cela reprÃ©sentera environ 80 Ã 100 millions de mÃ¨tres cubes par an.Â

Ces collaborations montrent qu'il est possible de construire des sociÃ©tÃ©s prospÃ¨res, mÃªme en situation de pÃ©nurie d'eau, par l'usage des technologies adaptÃ©es ; et qu'il est aussi possible de parler de l'eau au Proche-Orient en Ã©vitant tout discours de propagande. Les IsraÃ©liens, seraientÂ prÃªts Ã nÃ©gocier un nouvel accord sur l'eau. Tout est en place pour que toutes les parties s'engagent ensemble sur cette route. .

Â

Â
L'auteur

IngÃ©nieur des Mines, Master of Science de Columbia University, Norbert Lipszyc a longtemps Ã©tÃ© en charge de projets d'innovation chez un gÃ©ant de l'informatique. Il a aussi Ã©tÃ© correspondant en France d'ONG environnementales amÃ©ricaines, anglaises et israÃ©liennes et a tenu pendant vingt ans une rubrique hebdomadaire sur le dÃ©veloppement durable sur une radio parisienne. Aujourd'hui confÃ©rencier, Norbert Lipszyc est l'auteur de l'ouvrage "Crise mondiale de l'eau. L'hydro-diplomatie", paru aux Ã‰ditons de Passy en octobre 2013.